

Cette note a été produite par le Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il couvre la période du 18/06/2016 au 04/07/2016.

## Chiffres Clefs

<b>1,1M</b> Personnes affectées (Source HRP)	<b>442 000</b> Personnes ciblées par les partenaires	<b>100 000</b> Déplacés internes estimés	<b>269 678</b> Réfugiés dans les pays limitrophes	<b>4,6M</b> En insécurité alimentaire	<b>4.2 M</b> Cas de malaria (janvier –juin 2016)
--	--	--	---	---	--

## Faits saillants

- Les autorités burundaises adoptent des mesures de prévention contre l'épidémie de fièvre jaune.
- 41 423 personnes sont déplacées internes (PDI) dans cinq des dix-huit provinces burundaises, selon le dernier rapport de la Matrice de suivi des déplacements (DTM) de l'OIM.
- Les 4 176 expulsés burundais du Rwanda regagnent leurs zones d'origine.
- 15 760 enfants - 32% des cibles pour 2016 du groupe sectoriel nutrition dirigé par l'UNICEF - ont été admis dans les programmes de prise en charge de la malnutrition aiguë à base communautaire (CMAM) depuis janvier 2016.

## Situation humanitaire et réponse

Les autorités burundaises prennent des mesures pour protéger le pays contre l'épidémie de fièvre jaune déclarée en RDC et en Angola, interdisant aux voyageurs non vaccinés d'entrer au Burundi. Le Ministère de la santé a par ailleurs demandé aux burundais et aux étrangers résidents au Burundi de se faire vacciner au moins dix jours avant de voyager à l'étranger.

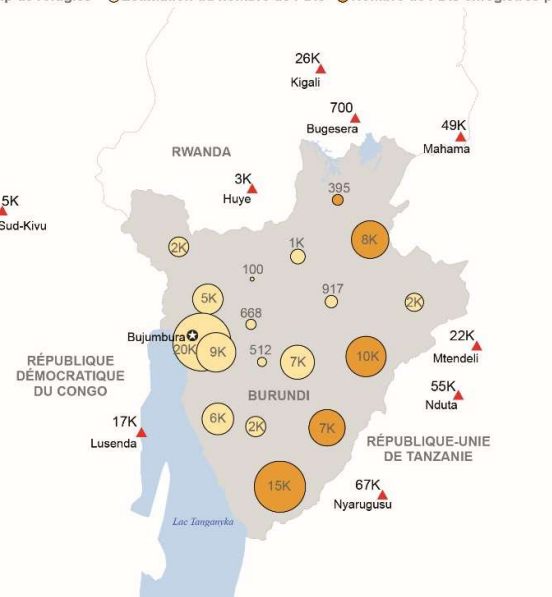
Jusqu'à la semaine 25 de cette année, l'OMS a enregistré un cumul de **4,2 millions de cas de paludisme dont 2 046 décès**. Les partenaires continuent à répondre à travers des campagnes de sensibilisation, la distribution de moustiquaires et le renforcement de la surveillance. Une tendance à la baisse du nombre de cas de paludisme est rapportée durant les dernières semaines même si les chiffres restent encore alarmants.

Le rapport de la matrice de suivi du déplacement (DTM)<sup>i</sup> de l'OIM du mois de mai 2016 indique que **41 423 personnes sont déplacées internes (PDI) dans cinq des dix-huit provinces** : Makamba (15 380), Ruyigi (9 910), Muyinga (8 595), Rutana (7 143) et Kirundo (395). Parmi ces personnes, l'OIM estime que près de 70% sont déplacées en raison de la crise socio-politique et 25% en raison des inondations. Comme la DTM ne couvre que 5 des 18 provinces, la communauté humanitaire estime que le nombre total de PDI dans le pays pourrait atteindre 100 000 personnes. Ceci correspond à une augmentation de 18% par rapport aux estimations de février 2016. L'OIM compte étendre la DTM sur d'autres provinces du pays.

Selon le HCR<sup>ii</sup>, le nombre de réfugiés burundais dans les pays limitrophes a atteint **269 678 personnes** au 29 juin dont 140,000 en Tanzanie. En juin 2016, 4 000 nouveaux Burundais sont arrivés dans les pays voisins.

Réfugiés et personnes déplacées internes au 1 juillet 2016

▲ Camp de réfugiés ○ Estimation du nombre de PDIs ● Nombre de PDIs enregistrés par DTM



Source: OIM, UNHCR

Les expulsés burundais du Rwanda regagnent leurs zones d'origine. Le HCR rapporte que les 4 176 migrants burundais expulsés du Rwanda depuis le 14 mai 2016 ont regagné leurs zones d'origine, après avoir reçu différents types d'assistance, y compris des vivres. Le HCR a constaté qu'aucune de ces personnes avait le statut d'anciens réfugiés.

**Le dernier rapport du Haut-Commissaire souligne la détérioration des droits de l'homme au Burundi<sup>iii</sup>.** Le 29 juin M. Zeid Ra'ad Al Hussein, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, a présenté un rapport détaillé sur la détérioration des droits de l'homme au Burundi depuis le début de la crise politique d'avril 2015. Les violations incluent des exécutions extrajudiciaires, des assassinats, des disparitions forcées, des arrestations et des détentions arbitraires, la torture et d'autres formes de mauvais traitement, y compris la violence sexuelle. Le rapport note que la violence limite l'accès à l'emploi, à l'éducation, aux services de santé et à d'autres droits fondamentaux. Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a demandé un arrêt immédiat des violations des droits de l'homme et une résolution de la crise à travers un dialogue national inclusif.

**Le FNUAP s'active pour répondre aux besoins des personnes affectées par les inondations.** Pour répondre aux effets des inondations à Gatumba (province de Bujumbura Rural), le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) a octroyé des kits de dignité à 379 femmes et filles en âge de procréer. Les membres des 303 ménages abrités dans le camp de Mushasha à Gatumba ont été sensibilisés sur la prévention et la gestion des cas de violence basée sur le genre (VBG). L'ONG Nturingaho, partenaire du FNUAP, a offert un appui psychologique à 68 personnes. Pour anticiper les besoins médicaux des personnes vivant dans le site de Gatumba, le FNUAP a également distribué des kits médicaux aux centres de santé les plus proches. Dans le cadre du projet CERF, 57 prestataires de santé ont été formés pour la prise en charge des cas de VBG. Les ONG IRC et PMC ont formé un groupe de 20 journalistes sur les questions de VBG et leur rôle dans la prévention et la réponse.

Les données du Ministère de la Santé montrent que **15 760 enfants (dont 8 074 filles et 7 686 garçons) ont été admis dans des Programmes à base communautaires de prise en charge de la malnutrition aiguë (CMAM) depuis janvier 2016**, ce qui représente 32% de la cible du secteur pour 2016. En conséquence, L'UNICEF et ses partenaires maintiennent leur appui au Ministère pour le dépistage de masse de la malnutrition aiguë au niveau communautaire dans six provinces prioritaires. A ce jour, 70 391 enfants âgés de 6 à 59 mois (78% de la cible) ont été dépistés dans la province de Bujumbura Rural. L'analyse de ces données est en cours tandis que le dépistage se poursuit dans d'autres provinces. L'UNICEF a pré-positionné des intrants supplémentaires de prise en charge nutritionnelle thérapeutique dans les provinces ciblées pour assurer la disponibilité et la continuité des services pour les enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère identifiés lors des dépistages.

**Risque d'aggravation de la situation alimentaire.** L'Institut Géographique du Burundi (IGEBU) en collaboration avec le « IGAD Climate Prediction and Application Centre<sup>iv</sup> » annonce que le phénomène «La Niña» se manifestera dans les pays de la Corne de l'Afrique sous forme d'un déficit hydrique prononcé jusqu'en février 2017. Les prévisions pour le Burundi comprennent des pertes de production sur la saison 2017A (septembre 2016 – février 2017), des difficultés pour l'accès aux semences pour la saison 2017B, le renchérissement des denrées alimentaires et des déplacements de population. La situation alimentaire au Burundi est préoccupante : l'analyse de la sécurité alimentaire d'urgence (EFSA) effectuée par le PAM en mai 2016 indique que 46% des ménages sont affectés par l'insécurité alimentaire, et 5,9% d'entre eux ont besoin d'une assistance alimentaire immédiate. Du 21 au 24 juin, le PAM a assisté 26 000 personnes à travers une distribution ciblée de vivres à Mwaro, l'une des provinces les plus affectées par l'insécurité alimentaire sévère.

**Le PNUD et le Fond pour la Consolidation de la Paix appellent les organisations de la société civile à fournir des propositions d'initiatives qui permettent aux jeunes de participer à la dynamique de la cohésion sociale.** L'objectif est de créer des opportunités d'emploi pour les jeunes à travers l'amélioration de l'infrastructure communautaire dans les zones affectées par la crise actuelle et la création de petites initiatives génératrices de revenus. Grâce à ce projet, les jeunes bénéficieront de possibilités d'emploi à court terme dans de nombreux domaines.

**Il est également nécessaire de trouver des solutions durables en faveur des 755 ménages déplacés** par les inondations d'avril 2016 dans la zone Gatumba (province de Bujumbura Rural). Au 29 Juin 2016, 405 ménages avaient déjà été installés dans les deux sites de Mushasha I et Mushasha II tandis que 350 autres sont assistés dans les familles d'accueil. Au moment où la situation humanitaire dans sa phase urgence semble être maîtrisée, la question de solutions durables, y compris le retour, s'impose comme une nécessité urgente. En collaboration avec les acteurs humanitaires, le gouvernement envisage leur relocalisation vers un site plus approprié.

<sup>i</sup> IOM: 41 752 PDI enregistrés en avril 2016 par la DTM dans les provinces de Makamba, Ruyigi, Muyinga, Rutana et Kirundo: <https://www.humanitarianresponse.info/fr/operations/burundi/document/burundi-matrice-de-suivi-des-d%C3%A9placements-dtm-mai-2016>

<sup>ii</sup> UNHCR: <http://data.unhcr.org/burundi/regional.php>

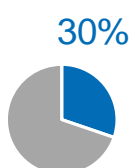
<sup>iii</sup> OHCHR: <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=20203&LangID=E#sthash.ErdfgPUA.dpuf>

<sup>iv</sup> ICPAC : <http://www.igadregion.org/icpac/>

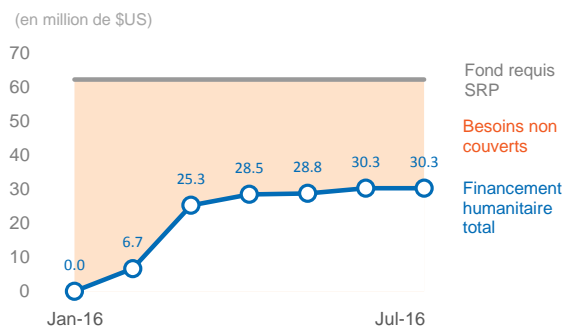
**Financement HRP 2016**

Fonds requis:	\$	62.3
Financement	\$	18.8
Non couvert	\$	43.5

**HRP % financé**



**Evolution du financement humanitaire total**



**Financement en dehors du HRP**

Contributions	\$	11.5
---------------	----	------

**Financement humanitaire total**

Contributions	\$	30.3
---------------	----	------

**Financement par secteur (HRP)**

(en million de \$US)

Secteur	% Financé	Fonds Requis	Financement	Non Couvert
Protection	44%	11.90	5.24	6.66
Santé	19%	10.00	1.93	8.07
Nutrition	17%	10.00	1.70	8.30
Sécurité alimentaire	45%	10.00	4.50	5.50
Eau, hygiène et assainissement	18%	6.60	1.18	5.42
Abris et biens non-alimentaires	68%	5.20	3.54	1.66
Relèvement Précoce	0%	4.50	-	4.50
Education	0%	2.50	-	2.50
Coordination	46%	1.60	0.74	0.86

**Bailleurs et organisations récipiendaires**

Bailleurs		Contributions		Récipiendaires		Contributions	
<b>Financement HRP</b>		<b>\$</b>	<b>18,828,362</b>	<b>Financement HRP</b>		<b>\$</b>	<b>18,828,362</b>
Central Emergency Response Fund	\$	12,985,955	ACT Alliance / Christian Aid	\$	408,029		
Ireland	\$	408,029	Food & Agriculture Organization of the United Nations	\$	1,499,619		
Japan	\$	1,330,000	International Organization for Migration	\$	1,425,000		
Sweden	\$	824,882	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs	\$	738,578		
UNICEF National Committee/France	\$	335,196	Office of the High Commissioner for Human Rights	\$	499,960		
UNICEF National Committee/United Kingdom	\$	144,300	United Nations Children's Fund	\$	4,898,773		
United States of America	\$	2,800,000	United Nations High Commissioner for Refugees	\$	3,901,304		
<b>Hors HRP</b>		<b>\$</b>	<b>11,492,630</b>	United Nations Population Fund	\$	930,000	
Allocation of unearmarked funds by WFP	\$	2,386,100	World Food Programme	\$	3,527,103		
Canada	\$	680,629	World Health Organization	\$	999,996		
Denmark	\$	151,906	<b>Hors HRP</b>		<b>\$</b>	<b>11,492,630</b>	
European Commission's Humanitarian Aid and (	\$	553,073	ACT Alliance / DanChurchAid	\$	151,906		
France	\$	1,373,960	Handicap International	\$	283,447		
Germany	\$	226,501	International Committee of the Red Cross	\$	2,456,848		
Ireland	\$	441,936	Luxembourg Red Cross	\$	393,725		
Japan	\$	2,650,000	Malteser International	\$	226,501		
Luxembourg	\$	393,725	OXFAM Ireland	\$	274,712		
Sweden	\$	1,174,260	Trocaire	\$	167,224		
Switzerland	\$	1,450,642	Various Recipients (details not yet provided)	\$	463,475		
Various Donors (details not yet provided)	\$	9,898	World Food Programme	\$	7,074,792		
<b>Grand Total</b>	<b>\$</b>	<b>30,320,992</b>	<b>Grand Total</b>	<b>\$</b>	<b>30,320,992</b>		